



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 04 juin 2025
 (Convocation du 28 mai 2025)

Aujourd'hui, le 04 juin 2025 à 14h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	6
• Voix	6
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	6
• Voix	6
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet,
 M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

M. Paul Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : M. Charles Pelanne, Vice-Président

Rapporteur : Mme Céline Salles



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Détermination des volumes prélevables de la zone de répartition des eaux du bassin de l'Adour - Procédure avec négociation - Phase candidature

Exposé des motifs :

L'Adour a connu un important développement des usages de l'eau, notamment en agriculture, à partir des années 1980. Cette augmentation de la pression sur la ressource disponible s'est accompagnée d'une stratégie territoriale visant à développer des ouvrages permettant le soutien d'étiage. Ces infrastructures compensent, en tout ou partie, les prélèvements effectués en aval afin de préserver la satisfaction des besoins des autres usages ainsi que la préservation des milieux aquatiques.

Cependant, une partie du bassin versant de l'Adour est classée depuis 1994 en zone de répartition des eaux (ZRE). Une ZRE désigne une zone incluant des bassins, sous-bassins, systèmes aquifères ou fractions de ceux-ci, caractérisée par une insuffisance, non exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins. Le bassin amont de l'Adour, en amont de la confluence avec les Gaves, est concerné par cette classification, qui couvre plus de 9 380 km² du territoire.

Pour atteindre le bon état des masses d'eau requis par la directive cadre sur l'eau, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 stipule que les bassins versants situés en ZRE, ou considérés comme en déséquilibre quantitatif, doivent faire l'objet de mesures visant à gérer les prélèvements qui pèsent sur la ressource naturelle, en particulier pendant les périodes d'étiage.

Les deux axes principaux proposés pour réduire ces déséquilibres sont :

1. La création d'organismes uniques de gestion des prélèvements d'irrigation.
2. La détermination de volumes maximaux prélevables dans les ressources en eau, afin de respecter, en moyenne, 8 années sur 10, les objectifs de débit définis pour les territoires concernés.

En 2009, l'État et l'agence de l'eau Adour-Garonne ont piloté la première étude de détermination des volumes prélevables sur le bassin de l'Adour, dont les résultats servent encore de référence à ce jour.

En 15 ans, les usages de l'eau ont évolué, et les connaissances sur les prélèvements ainsi que sur les ressources disponibles se sont considérablement affinées. Une part importante des prélèvements s'appuie désormais sur des nappes alluviales dans certains secteurs. Or, la prise en compte de ces prélèvements dans l'étude de 2009 présente des lacunes au regard des connaissances actuelles sur les aquifères concernés. Ce constat justifie à lui seul la nécessité d'actualiser l'analyse de détermination des volumes prélevables, nécessité partagée par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne qui a demandé à l'EPTB de porter une nouvelle étude lors de la réunion du 4 juillet 2024.

La consultation a pour objectif de réaliser une analyse actualisée et approfondie des ressources en eau du bassin. Cette démarche vise à définir de nouveaux volumes prélevables compatibles avec la capacité de recharge des milieux naturels, tout en garantissant une gestion raisonnée et durable des ressources disponibles. Cette démarche est menée pour le compte de l'Etat et en lien étroit avec les services concernés (comité technique).

Du fait de la nature complexe du travail à réaliser, il a été convenu, en accord avec le COTECH de l'étude, d'avoir recours à une procédure concurrentielle avec négociation qui se déroule de la manière suivante :

- 1- **Une phase de candidature** (1 mois) à l'issue de laquelle plusieurs candidats sont retenus (un maximum de trois candidats a été fixé ici)
- 2- **Une phase offre** (1 mois), pour laquelle le cahier des charges de l'étude est remis aux candidats retenus en 1^{ère} phase, et à l'issue de laquelle une première offre est rendue au pouvoir adjudicateur
- 3- **Une phase de négociation** (durée indéterminée) pendant laquelle le pouvoir adjudicateur a la possibilité de négocier tout ou partie des offres. Après chaque phase de négociation, de nouvelles offres ajustées sont produites par les candidats au terme d'un délai imparti.



Les résultats de la phase candidature ont été présentés à la CAO du 4 juin 2025, les candidats retenus vont avoir prochainement accès au CCTP de l'étude et auront jusqu'à mi-juillet pour déposer une première offre qui fera l'objet de négociations. L'attribution finale du marché est envisagée pour mi-septembre.

Considérant le courrier du préfet coordinateur de bassin, en date du 5 septembre 2024, dans lequel il définit les bases du travail à réaliser sur les volumes prélevables et acte le portage de l'étude par l'EPTB Adour,

Considérant les échanges entre l'EPTB Adour et les services de l'état entre novembre 2024 et mars 2025 au sein des instances techniques et décisionnelles de l'étude,

Considérant l'avis de la commission d'appel d'offres du 4 juin 2025,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de retenir pour la phase offre de l'étude d'actualisation des volumes prélevables de la ZRE du bassin de l'Adour les deux candidats ayant déposé une candidature, soit Rives & Eau du Sud-Ouest et Eaucéa,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 04 juin 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE